

- En postulant à un cinquième mandat malgré son inaptitude, le Président a plongé le pays dans le désarroi.
- Mais le scénario semble déjà ficelé : faire élire Bouteflika à tout prix.
- Pour l'écrivain Boualem Sansal, "il ne peut pas perdre, l'armée ne le permettra pas".

Abdelaziz Bouteflika, le mandat de trop

Éclairage Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

Annoncée la semaine dernière par une "lettre à la nation" non authentifiée, la candidature surréaliste d'Abdelaziz Bouteflika suscite colère, indignation et méfiance. Âgé de 81 ans et paralysé par un accident vasculaire cérébral depuis 2013, le président Bouteflika est, depuis quelques mois, en soins palliatifs dans sa résidence médicalisée de Zéralda, sur la côte ouest d'Alger. Sa dernière apparition remonte au 1^{er} novembre dernier. Sanglé dans son fauteuil roulant, le corps avachi, le regard vide, l'air absent, il s'est livré à une pitoyable cérémonie d'allégeance des dignitaires du régime qui courbaient l'échine pour le saluer. Depuis, c'est son poster encadré qui le représente symboliquement dans les manifestations officielles.

"Naufrage moral"

Malgré les apparences, le premier ministre Ahmed Ouyahia défie le ridicule en déclarant : "Les Algériens sont heureux de la candidature de Bouteflika." Ce recours à la méthode Coué n'a pas réussi à neutraliser les réactions d'hostilité. Pour Hsen El Kadi, directeur du journal en ligne *Maghreb émergent*, "les ministres qui font la campagne du 5^e mandat se sont déshonorés pour l'histoire ; ils savent qu'il ne peut pas assumer cela. C'est un naufrage moral".

Face à ce coup de force, l'opposition, divisée, peine à trouver ses marques entre le soutien à un candidat unique contre Bouteflika, et le boycott du scrutin. Si la première option risque de s'écraser contre le mur des égos, la seconde exige quelques préalables pour être crédible. "Ceux qui prônent le boycott devraient démissionner de l'Assemblée nationale et du Sénat, où ils jouissent des mêmes privilèges que les clients du régime qu'ils feignent de combattre", objecte un politologue. "En attendant, leur posture est un soutien objectif au 5^e mandat de Bouteflika pour prolonger le statu quo, qui arrange leurs petites affaires."

Résistance pacifique

Sur les réseaux sociaux, la colère gronde, sur fond de manipulations occultes. Des groupes anonymes appellent à descendre dans la rue, malgré le risque de dérapages violents, qui seront pain bénit pour le pouvoir. D'autres, plus jeunes et à visage découvert, appellent à la résistance pacifique, en portant dès maintenant, et jusqu'au jour du scrutin, un brassard rouge en signe de refus du cinquième mandat. Dans les stades, les supporters de clubs adverses qui s'affrontaient l'année dernière "à coups de sabres", chantent désormais à l'unisson des slogans hostiles au pouvoir.

Malgré l'indignation des Algériens, le scénario semble déjà ficelé : faire élire Bouteflika à tout prix, et réviser la Constitution pour introduire un

poste de vice-président. Après le décès du chef de l'État, il poursuivra son mandat sans passer par les urnes. Le général Gaïd Salah, ministre délégué à la Défense et chef d'État-Major, à qui l'on prête l'ambition d'occuper le fauteuil présidentiel par effraction malgré son âge avancé (79 ans), est à la manœuvre.

Si, pour la première fois, ce plan est loin de faire consensus au sein de la grande muette, le général

Gaïd Salah veut passer à la hussarde. La semaine dernière, une douzaine d'officiers ont été mis aux arrêts pour avoir manifesté, par téléphone, leur sympathie à Ali Ghediri, général à la retraite, et candidat surprise de ce scrutin bien singulier. Un signe qui ne trompe pas sur la détermination du chef d'État-Major à lui barrer la route, le trublion a été empêché physiquement de quitter sa permanence électorale pour assister aux funérailles d'un ancien ministre délégué à la Défense, de peur de voir d'autres officiers fraterniser avec lui en présence de la presse.

Panique dans le sérail

Inconnu du public il y a quelques semaines, Ali Ghediri s'est imposé comme le principal adversaire d'Abdelaziz Bouteflika. Des personnalités de renom de la société civile, et des militants d'opposition de diverses tendances se sont engagés dans sa campagne. Une alchimie qui a fait bouger les lignes de confrontation, pour mettre l'intégrité et la transparence dans la vie politique au centre des débats.

"Ali Ghediri a un handicap : il est général. Mais il a un atout : il est général !", résume un analyste. Dans un pays otage de son armée depuis l'indépendance en 1962, la crainte de le voir fermer le jeu malgré des professions de foi démocratiques est légitime. D'aucuns voient en lui "le Vladimir Poutine algérien". Ali Ghediri s'en défend : "Je veux la rupture avec ce système de corruption et de non-droit. Je suis bien placé pour renvoyer l'armée dans les casernes, et pour en faire sortir la politique."

Pour y arriver, le parcours du combattant est loin d'être une villégiature. Trop d'intérêts sont en jeu, et, pour la première fois, un vent de panique souffle dans le sérail. Plusieurs ministres auraient déjà exfiltré leurs familles vers l'étranger.

“Le peuple sait que quel que soit son vote, Bouteflika sera réélu”

Entretien Vincent Braun

J'ai un côté Gaston Lagaffe. Je dis ce que j'ai à dire et, en général, on me laisse tranquille. Bon, cela ne m'a pas empêché de perdre mon boulot. Mais j'ai remarqué que quand on reste fidèle à qui l'on est, les gens finissent par apprécier. Et cela crée une protection naturelle.” Ainsi l'écrivain algérien Boualem Sansal explique-t-il la liberté de ton qu'il conserve en vivant dans son pays, qu'il décrit sans ambages comme une “dictature militaire”. À 69 ans, reconnaissable entre tous avec sa longue queue-de-cheval argentée, Boualem Sansal (les romans *Le Serment des barbares*, 2084: *la fin du monde*, l'essai *Gouverner au nom d'Allah*) est coprésident de l'actuelle Foire du livre de Bruxelles. Nous l'avons rencontré à deux mois d'une élection présidentielle qui semble jouée d'avance.

Le régime politico-militaire algérien a le don de se régénérer en permanence, ce qui permet aujourd'hui à Bouteflika de se présenter pour un cinquième mandat...

Quand les généraux sont venus le trouver pour lui proposer de devenir président, Bouteflika voulait le pouvoir absolu à vie. Pour cela, il fallait changer la Constitution. Or, l'Algérie n'était pas encore sortie de la guerre civile, et il fallait être prudent. Après le premier mandat, les militaires ont finalement accepté que la Constitution soit modifiée et c'est ainsi qu'il a pu faire deux nouveaux mandats puisqu'il pouvait prêter serment sous une nouvelle Constitution. La dernière modification, en 2016, lui permet encore de se représenter cette année.

Pourquoi ce système n'a-t-il pas désigné de successeur malgré le déclin du Président ?

Les généraux l'ont toujours refusé. Bouteflika voulait avoir un vice-président pour pouvoir prendre sa suite au cas où il viendrait à décéder. Alors il a rassemblé ses proches et a choisi son frère, Saïd, pour l'initier à la politique car il était un simple professeur d'informatique à l'université. Saïd s'est pris au jeu, il s'est

constitué un réseau, a multiplié par cent les appuis dans le milieu des hommes d'affaires avec lesquels son frère avait déjà fait alliance après son arrivée à la présidence. Aujourd'hui tous ces gens ont peur de la réaction de l'armée après la mort de Bouteflika puisqu'ils ont fait alliance avec son clan. Beaucoup d'entre eux mettent de l'argent à l'étranger pour fuir au cas où cela tourne mal.

Qui lui succédera le jour où il disparaîtra ?

Celui que les militaires désigneront. Cela dépendra du moment et des circonstances. Ces généraux veulent se maintenir aux manettes avec en façade un pouvoir civil. Et ce sera comme ils le décideront.

Un candidat à l'élection présidentielle est un ancien militaire, Ali Ghediri, mais il propose de rompre avec le système actuel...

Ali Ghediri est un général-major à la retraite. C'est un gars brillant, bardé de diplômes et très intelligent. Ce n'est pas un militaire de terrain mais quelqu'un qui a passé sa carrière à des postes de direction. Certains voient en lui la créature de Mohammed Médiène (dit Toufik), le puissant chef des renseignements pendant vingt-cinq ans, limogé en 2015. Il se pourrait qu'il appuie cet ex-militaire pour embêter les généraux. Ses chances me paraissent réduites.

Bouteflika peut-il perdre l'élection du 18 avril ?

Il ne peut pas perdre, l'armée ne le permettra pas. Après l'horrible guerre civile des années 1990, le peuple préfère ne pas s'aventurer dans une succession à risque. La stabilité et l'immobilisme le rassurent. Il se rend compte que même diminué, Bouteflika assure cette stabilité et donc il votera pour lui. Il sait aussi que quel que soit son vote, Bouteflika sera réélu comme le désire l'armée.

Le peuple n'est pourtant pas dupe de l'état de santé du Président, ni de la régence qui s'est organisée. Est-il résigné ?

Aujourd'hui, le vrai problème, c'est que la plupart des gens en Algérie se demandent s'ils pourront boucler leur fin de

mois, ce qu'il y aura à manger pour leurs enfants, s'ils pourront se soigner fût-ce avec des faux médicaments (c'est déjà le cas), si les hôpitaux sont autre chose que des mouiroirs. L'État est proche de la faillite. La planche à billets tourne à nouveau alors qu'il n'y a pas de contrepartie, ce qui crée une inflation à deux chiffres.

Les gens sont donc payés avec du papier qui n'a aucune valeur. Cette situation inquiète même les pays voisins et l'Union européenne car elle va créer des réfugiés qui viendront s'y déverser. Il y a une inquiétude générale. Les journaux ne parlent que de cela.